

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 3 MARS 1908

Projet de loi approuvant l'Arrangement, signé à Rome le 9 décembre 1907 entre la Belgique et plusieurs pays, concernant l'organisation d'un Office international d'hygiène publique.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

La Conférence sanitaire internationale réunie à Paris, au cours de l'année 1905, pour arrêter les mesures de défense commune à prescrire contre la peste et le choléra, avait favorablement accueilli la proposition qui lui avait été faite de créer en cette ville un office international d'hygiène publique.

La Convention signée à la suite des travaux de la Conférence avait confié au Gouvernement français la mission de saisir de ce projet, quand il le jugerait opportun, les Puissances contractantes.

L'échange des ratifications de la Convention de Paris ayant été effectué le 6 avril 1907, le Gouvernement de la République estima que le moment était venu de soumettre à cet égard des propositions précises aux États adhérents. Il se mit d'accord avec le Gouvernement italien pour provoquer la réunion, à Rome, d'une nouvelle Conférence internationale, chargée d'étudier l'organisation et le fonctionnement de l'institution projetée.

Sollicité de participer à cette Conférence, le Gouvernement du Roi s'empressa d'accéder à l'invitation qui lui était adressée.

La Conférence de Rome siégea du 3 au 9 décembre 1907. Ses travaux aboutirent à la conclusion d'un Arrangement qui fut signé par les Plénipotentiaires des pays représentés, savoir : la Belgique, le Brésil, l'Espagne, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Russie, la Suisse et l'Égypte.

C'est cet Arrangement que nous avons l'honneur, Messieurs, de soumettre à votre approbation.

A cet acte sont annexés les statuts de l'Office international, lesquels sont considérés comme faisant partie intégrante de l'Arrangement.

Aux termes de l'article 4 de ces statuts, l'Office a pour objet principal de recueillir et de porter à la connaissance des Etats participants les faits et documents d'un caractère général qui intéressent la santé publique, spécialement en ce qui concerne les maladies infectieuses, notamment le choléra, la peste et la fièvre jaune, ainsi que les mesures prises pour combattre ces maladies.

En vertu de l'article 5, l'Office se tiendra au courant des dispositions arrêtées en vue d'assurer l'application des conventions sanitaires internationales et étudiera les modifications qu'il pourrait être avantageux d'apporter à ces conventions.

L'Office ne peut s'immiscer en aucune façon dans l'administration sanitaire des différents Etats (article 2).

Il est, d'autre part, indépendant des autorités du pays dans lequel il a son siège. Il est placé sous l'autorité et le contrôle d'un comité international, composé de délégués techniques des Etats participants, à raison d'un représentant par Etat (article 6).

Les frais d'entretien de l'Office sont couverts par les contributions des Etats contractants. Le nombre de voix attribué à chaque Etat, dans les délibérations du comité, sera proportionnel au montant de la cotisation qu'il s'est lui-même imposée (article 6).

En vue d'assurer la situation juridique du nouvel organisme, il a été convenu que le Gouvernement de la République française prendrait, sur la demande du Comité, les dispositions nécessaires pour faire reconnaître l'Office comme établissement d'utilité publique (article 3).

Telles sont, Messieurs, les dispositions principales de l'accord intervenu entre les délégués des Etats contractants.

Elles permettront aux Chambres de se rendre compte de la nature et de la mission de l'Office sanitaire international. L'action de cet organisme de documentation et d'étude des réglementations de tous les pays ne manquera pas d'être féconde au point de vue de la protection de la santé publique contre l'éclosion et la propagation des maladies infectieuses. Spécialement en ce qui concerne les plus redoutables d'entre elles, les Puissances signataires ont adopté, en 1903, une convention précisant, conformément aux données actuelles de la science, les mesures à prendre pour enrayer leur développement. Nul doute que l'application de cette convention ne soit considérablement facilitée par la création d'une institution chargée de recueillir et de coordonner tous les renseignements utiles, de suivre la marche des maladies infectieuses exotiques et d'étudier les dispositions prises pour en atténuer les funestes effets. L'utilité de l'organisme projeté ne sera pas moindre pour rechercher les améliorations à apporter aux dispositions des conventions sanitaires en vue de les maintenir constamment à la hauteur des progrès de la science.

Aussi exprimons nous la confiance, Messieurs, que vous voudrez bien

réserver un accueil favorable au projet de loi ci-joint, portant approbation de l'Arrangement international du 9 décembre 1907.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

J. DAVIGNON,

Le Ministre de l'Agriculture ad interim.

G. HELLEPUTTE.



PROJET DE LOI

approuvant l'Arrangement, signé à Rome le 9 décembre 1907 entre la Belgique et plusieurs pays, concernant l'organisation d'un Office international d'hygiène publique.

Léopold II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres des Affaires Etrangères et de l'Agriculture,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Etrangères est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

L'Arrangement concernant l'organisation d'un Office international d'hygiène publique, signé à Rome le 9 décembre 1907, entre la Belgique, le Brésil, l'Espagne, les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Russie, la Suisse et l'Egypte, sortira son plein et entier effet.

Donné à Laeken, le 12 février 1908.

LEOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Etrangères,

J. DAVIGNON.

Le Ministre de l'Agriculture ad interim,

G. HELLEPUTTE.

ONTWERP VAN WET

tot goedkeuring van de Schikking, den 9ⁿ December 1907 tusschen België en verscheidene landen te Rome onderteevend, betreffende het stichten van een internationalen Dienst van openbare gezondheid.

Leopold II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil !

Op voorstel van Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Landbouw,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast, in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet voor te leggen, waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De schikking omtrent de inrichting van een internationalen Dienst van openbare gezondheid, op 9 December 1907 te Rome onderteevend, tusschen België, Brazilië, Spanje, de Vereenigde Staten, Frankrijk, Groot-Britannië, Italië, Nederland, Portugal, Rusland, Zwitserland en Egypte, zal hare volle en algeheele kracht hebben.

Gegeven te Laeken, den 12ⁿ Februari 1908.

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

De waarnemende Minister van Landbouw,

ARRANGEMENT.

Les Gouvernements de la Belgique, du Brésil, de l'Espagne, des États-Unis, de la République française, de la Grande-Bretagne et d'Irlande, de l'Italie, des Pays-Bas, du Portugal, de la Russie, de la Suisse et le Gouvernement de Son Altesse le Khédive d'Égypte ayant jugé utile d'organiser l'Office International d'Hygiène Publique visé dans la Convention sanitaire de Paris, en date du 3 décembre 1903, ont résolu de conclure un arrangement à cet effet et sont convenus de ce qui suit :

ART. I. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à fonder et à entretenir un Office International d'Hygiène Publique dont le siège est à Paris.

ART. II. — L'Office fonctionne sous l'autorité et le contrôle d'un Comité formé de délégués des Gouvernements contractants. La composition et les attributions de ce Comité, ainsi que l'organisation et les pouvoirs dudit Office, sont déterminés par les statuts organiques qui sont annexés au présent Arrangement et sont considérés comme en faisant partie intégrante.

ART. III. — Les frais d'installation ainsi que les dépenses annuelles de fonctionnement et d'entretien de l'Office sont couverts par les contributions des États contractants, établies dans les conditions prévues par les statuts organiques visés à l'article II.

ART. IV. — Les sommes représentant la part contributive de chacun des États contractants sont versées par ces derniers au commencement de chaque année, par l'intermédiaire du Ministère des affaires étrangères de la République française, à la Caisse des dépôts et consignations à Paris, d'où elles seront retirées au fur et à mesure des besoins, sur mandats du Directeur de l'Office.

ART. V. — Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'apporter, d'un commun accord, au présent Arrangement les modifications dont l'expérience démontrerait l'utilité.

ART. VI. — Les Gouvernements qui n'ont pas signé le présent Arrangement, sont admis à y adhérer sur leur demande. Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement Royal d'Italie, et, par celui-ci, aux autres Gouvernements contractants; elle comportera l'engagement de participer par une contribution aux frais de l'Office, dans les conditions visées à l'article III.

ART. VII. — Le présent Arrangement sera ratifié et les ratifications en seront déposées à Rome, aussitôt que faire se pourra; il sera mis à exécution à partir de la date à laquelle le dépôt des ratifications aura été effectué.

ART. VIII. — Le présent Arrangement est conclu pour une période de sept années. A l'expiration de ce terme, il continuera à demeurer exécutoire pour de nouvelles périodes de sept ans entre les États qui n'auront pas notifié, une année avant l'échéance de chaque période, l'intention d'en faire cesser les effets, en ce qui les concerne.

En foi de quoi les soussignés, à ce dûment autorisés, ont arrêté le présent Arrangement, qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Rome, le neuf décembre mil neuf cent sept, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement Royal d'Italie et dont des copies certifiées conformes seront remises, par la voie diplomatique, aux Parties contractantes.

Pour la Belgique :

(L. S.) E. BECO.

(L. S.) O. VELGHE.

Pour le Brésil :

(L. S.) Dr EGYDIO DE SALLES GUERRA.

(L. S.) Dr HENRIQUE DE ROCHA LIMA.

Pour l'Espagne :

(L. S.) MANUEL DE TOLOSA LATOUR.

(L. S.) PABLO SOLER.

Pour les Etats-Unis :

(L. S.) A. M. LAUGHLIN.

(L. S.) R. S. REYNOLDS HITT.

Pour la France :

(L. S.) CAMILLE BARRÈRE.

(L. S.) J. DE CAZOTTE.

(L. S.) ER. RONSSIN.

Pour la Grande-Bretagne :

(L. S.) THÉODORE THOMSON.

(L. S.) B. FRANKLIN.

Pour l'Italie :

(L. S.) ROCCO SANTOLIVUDO.

(L. S.) ADOLFO COTTA.

Pour les Pays-Bas :

(L. S.) H. DE WEEDE.

Pour le Portugal :

(L. S.) M. DE CARVALHO E VASCONCELLOS.

Pour la Russie :

(L. S.) Baron KORFF.

Pour la Suisse :

(L. S.) J.-B. PIODA.

Pour l'Égypte :

(L. S.) IBRAHIM NEGUIB

(L. S.) MARC ARMAND RUFFER.



ANNEXE.

STATUTS ORGANIQUES DE L'OFFICE INTERNATIONAL
D'HYGIÈNE PUBLIQUE.

ART. 1. — Il est institué à Paris un Office International d'Hygiène Publique, relevant des États qui acceptent de prendre part à son fonctionnement.

ART. 2. — L'Office ne peut s'immiscer en aucune façon dans l'administration des différents États.

Il est indépendant des autorités du pays dans lequel il est placé.

Il correspond directement avec les autorités supérieures d'hygiène des divers Pays et avec les Conseils sanitaires (1).

ART. 3. — Le Gouvernement de la République française prendra, sur la demande du Comité international visé à l'art. 6, les dispositions nécessaires pour faire reconnaître l'Office comme établissement d'utilité publique.

ART. 4. — L'Office a pour objet principal de recueillir et de porter à la connaissance des États participants les faits et documents d'un caractère général, qui intéressent la santé publique, et spécialement en ce qui concerne les maladies infectieuses, notamment le choléra, la peste et la fièvre jaune, ainsi que les mesures prises pour combattre ces maladies.

ART. 5. — Les Gouvernements font part à l'Office des mesures qu'ils prennent en vue d'assurer l'application des conventions sanitaires internationales. L'Office suggère les modifications qu'il pourrait être avantageux d'apporter aux dispositions de ces conventions.

ART. 6. — L'Office est placé sous l'autorité et le contrôle d'un Comité international qui est composé de représentants techniques, désignés par les États participants, à raison d'un représentant pour chaque État.

Il est attribué à chaque État un nombre de voix inversement proportionnel au numéro de la catégorie à laquelle il appartient en ce qui concerne sa participation aux dépenses de l'Office (Voir article 11).

ART. 7. — Le Comité de l'Office se réunit périodiquement au moins une fois par an ; la durée de ses sessions n'est pas limitée.

Les membres du Comité élisent, par scrutin secret, un Président, dont le mandat a une durée de trois ans.

(1) Il est entendu que le terme « Conseils Sanitaires » s'applique aux Conseils d'Alexandrie, de Constantinople, de Tanger, de Téhéran et à tous autres Conseils qui pourraient être chargés de l'application de conventions sanitaires internationales.

ART. 8. — Le fonctionnement de l'Office est assuré par un personnel rétribué comprenant :

- un Directeur;
- un Secrétaire général,
- les agents nécessaires à la marche de l'Office.

Le personnel de l'Office ne pourra remplir aucune autre fonction rétribuée

Le Directeur et le Secrétaire général sont nommés par le Comité.

Le Directeur assiste aux séances du Comité avec voix consultative.

La nomination et la révocation des employés de toute catégorie appartiennent au Directeur, qui en rend compte au Comité.

ART. 9. — Les renseignements recueillis par l'Office sont portés à la connaissance des Etats participants par la voie d'un Bulletin ou par des communications spéciales qui leur sont adressées soit d'office, soit sur leur demande.

L'Office expose, en outre, périodiquement, les résultats de son activité dans des rapports officiels qui sont communiqués aux Gouvernements participants.

ART. 10. — Le Bulletin, qui paraît au moins une fois par mois comprend, notamment :

- 1° Les lois et règlements généraux ou locaux promulgués dans les différents pays concernant les maladies transmissibles;
- 2° Les renseignements concernant la marche des maladies infectieuses;
- 3° Les renseignements concernant les travaux exécutés ou les mesures prises pour l'assainissement des localités;
- 4° Les statistiques intéressant la santé publique;
- 5° Des indications bibliographiques.

La langue officielle de l'Office et du Bulletin est la langue française. Le Comité pourra décider que des parties du Bulletin seront publiées en d'autres langues.

ART. 11. — Les dépenses nécessaires au fonctionnement de l'Office, évaluées à 150,000 francs par an, sont couvertes par les Etats signataires de la Convention, dont la contribution est établie suivant les catégories ci-après :

- Première catégorie: Brésil, Espagne, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Indes britanniques, Italie, Russie, à raison de 25 unités;
- Deuxième catégorie : à raison de 20 unités;
- Troisième catégorie : Belgique, Egypte, Pays-Bas, à raison de 15 unités;
- Quatrième catégorie : Suisse, à raison de 10 unités;
- Cinquième catégorie: à raison de 5 unités;
- Sixième catégorie : à raison de 3 unités.

Cette somme de 150,000 francs ne pourra être dépassée sans le consentement des Puissances signataires.

Il est loisible à tout État de s'inscrire ultérieurement dans une catégorie supérieure.

Les États qui adhéreront ultérieurement à la Convention, choisiront la catégorie dans laquelle ils désirent s'inscrire.

ART. 12. — Il est prélevé sur les ressources annuelles une somme destinée à la constitution d'un fonds de réserve. Le total de cette réserve, qui ne peut excéder le montant du budget annuel, est placé en fonds d'État de premier ordre.

ART. 13. — Les membres du Comité reçoivent sur les fonds affectés au fonctionnement de l'Office une indemnité de frais de déplacement. Ils reçoivent, en outre, un jeton de présence pour chacune des séances auxquelles ils assistent.

ART. 14. — Le Comité fixe la somme à prélever annuellement sur son budget pour contribuer à assurer une pension de retraite au personnel de l'Office.

ART. 15. — Le Comité établit son budget annuel et approuve le compte rendu des dépenses. Il arrête le règlement organique du personnel, ainsi que toutes dispositions nécessaires au fonctionnement de l'Office.

Ce règlement, ainsi que ces dispositions, sont communiqués par le Comité aux États participants et ne pourront pas être modifiés sans leur assentiment.

ART. 16. — Un exposé de la gestion des fonds de l'Office est présenté annuellement aux États participants après la clôture de l'exercice.

Pour la Belgique :

E. BECO.

O. VELGHE.

Pour le Brésil :

D^r EGYDIO DE SALLES GUERRA.

D^r HENRIQUE DE ROCHA LIMA.

Pour l'Espagne :

MANUEL DE TOLOSA LATOUR.

PABLO SOLER.

Pour les États-Unis :

A. M. LAUGHLIN.

R. S. REYNOLDS HITT.

Pour la France :

CAMILLE BARRÈRE.

J. DE CAZOTTE.

ER. RONSSIN.

Pour la Grande-Bretagne :

THÉODORE THOMSON.

B. FRANKLIN.

Pour l'Italie :

ROCCO SANTOLIVIDO.

ADOLFO COTTA.

Pour les Pays Bas :

H. DE WEEDE.

Pour le Portugal :

M. DE CARVALHO E VASCONCELLOS.

Pour la Russie :

BARON KORFF.

Pour la Suisse :

J.-B. PLODA.

Pour l'Égypte :

IBRAHIM NEGUIB.

MARC ARMAND RUFFER.

Certifié conforme à l'original :

*Le Secrétaire Général du Ministère des Affaires Étrangères
du Royaume d'Italie,*

R. BOLLATI.



(13)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 5 MAART 1908.

Ontwerp van wet tot goedkeuring van de schikking, den 9ⁿ December 1907, tusschen België en verscheidene landen te Rome onderteekend, betreffende het stichten van een internationalen Dienst van openbare gezondheid.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

De internationale Gezondheids-Conferentie, in den loop van het jaar 1903, te Parijs vereenigd om de maatregelen te bepalen welke dienden voorgeschreven ter algemeene vrijwaring van pest en cholera, had gunstig het haar gedane voorstel onthaald, in die stad een internationalen dienst van openbare gezondheid te stichten.

Door de Overeenkomst die ten gevolge van de werkzaamheden der Conferentie werd onderteekend, werd aan de Fransche Regeering de taak opgedragen, dat ontwerp aan de Verdragstaten te onderwerpen, wanneer zij het gepast mocht oordeelen.

Toen, op 6 April 1907, de akten van bekrachtiging der Overeenkomst van Parijs waren uitgewisseld, meende de Regeering der Republiek dat het oogenblik gekomen was, om daaromtrent bepaalde voorstellen aan de toegetroden Staten voor te leggen. Zij kwam overeen met de Italiaansche Regeering om eene nieuwe internationale Conferentie te Rome bijeen te roepen, welke belast zou zijn met het bestudeeren van de inrichting en de werking der ontworpen instelling.

's Konings Regeering werd aanzoekt om aan die Conferentie deel te nemen en zij haastte zich die uitnoodiging te aanvaarden.

De Conferentie van Rome zetelde van 5 tot 9 December 1907. Hare werkzaamheden leidden tot eene schikking die onderteekend werd door de Gevolmachtigden der vertegenwoordigde landen, te weten : België, Brazilië, Spanje, de Vereenigde-Staten, Frankrijk, Groot-Britannië, Italië, Nederland, Portugal, Rusland, Zwitserland en Egypte.

Die Schikking, Mijne Heeren, hebben wij thans de eer U ter goedkeuring voor te leggen.

Aan die akte zijn toegevoegd de standregelen van den internationalen Dienst, welke als eigenlijk deel der Schikking worden beschouwd.

Naar luid van artikel 4 dier standregelen, heeft de Dienst voor hoofddoel de inzameling en de mededeeling aan de Verdragstaten, van de feiten en bescheiden van algemeenen aard welke de openbare gezondheid aanbelangen, en bijzonder wat betreft de besmettelijke ziekten, inzonderheid cholera, pest en gele koorts, alsmede de maatregelen, genomen om die ziekten te bestrijden.

Krachtens artikel 5, zal de Dienst zich op de hoogte houden van de maatregelen, voor de toepassing der internationale gezondheids-overeenkomsten genomen, en de wijzigingen bestudeeren, welke voordeeligerwijs aan die overeenkomsten zouden kunnen toegebracht worden.

De Dienst mag zich op geenerlei wijze in het bestuur der gezondheidsaangelegenheden der verschillende Staten inmengen (artikel 2).

Ten andere, is hij onafhankelijk van de overheden van het land waar hij zetelt. Hij staat onder het gezag en het toezicht van een internationaal comiteit, samengesteld uit technische afgevaardigden der deelnemende Staten, tegen één vertegenwoordiger per Staat (artikel 6).

De kosten van onderhoud van den dienst worden gedekt door de bijdragen der Verdragstaten. Het getal stemmen dat aan iederen Staat, in de beraadslagingen van het comiteit, is toegekend, zal in verhouding zijn tot het beloop der bijdrage, waartoe hij zich zelf zal hebben verbonden (art. 6).

Ten einde den rechtstoestand der nieuwe instelling te verzekeren, werd overeengekomen dat de Regeering der Fransche Republiek, op aanvraag van het comiteit, de noodige maatregelen zou nemen om den Dienst als inrichting van openbaar nut te doen erkennen (artikel 5).

Ziedaar, Mijne Heeren, de bijzonderste bepalingen der overeenkomst, welke onder de afgevaardigden der Verdragstaten werd aangegaan.

De Kamers zullen zich daarbij van den aard en het doel van den internationalen Gezondheidsdienst kunnen rekenschap geven. Stellig zal de werking dier inrichting tot studie en inzameling van inlichtingen omtrent de reglementen in al de landen, goede vruchten afwerpen ten aanzien van de bescherming der openbare gezondheid tegen de uitbarsting en de uitbreiding der besmettelijke ziekten. Inzonderheid ten opzichte van de gevaarlijkste onder die ziekten, hebben de Verdragstaten, in 1903, eene overeenkomst gesloten waarbij, met inachtneming van den tegenwoordigen stand der wetenschap, de noodige maatregelen werden aangetoond om de ontwikkeling ervan tegen te gaan. Geen twijfel, of de toepassing dier overeenkomst zal in hooge mate vergemakkelijkt zijn, door de stichting eener instelling, gelast al de nuttige inlichtingen in te zamelen en te ordenen, den loop der vreemde besmettelijke ziekten te volgen en de maatregelen te bestudeeren welke genomen worden om er de noodlottige gevolgen van te verzachten. Het nut der inrichting zal niet minder wezen, waar het de opzoeking geldt der verbeteringen die aan de gezondheids-overeenkomsten kunnen toegebracht worden, om ze gestadig op de hoogte van den vooruitgang der wetenschap te houden.

Ook vertrouwen wij, Mijne Heeren, dat het U gelieven zal bijgaand ontwerp van wet, houdende goedkeuring der internationale Schikking van 9 December 1907, gunstig te onthalen.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

J. DAVIGNON.

De waarnemende Minister van Landbouw,

G. HELLEPUTTE.



PROJET DE LOI

approuvant l'Arrangement, signé à Rome le 9 décembre 1907 entre la Belgique et plusieurs pays, concernant l'organisation d'un Office international d'hygiène publique.

Léopold II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres des Affaires Etrangères et de l'Agriculture,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Etrangères est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

L'Arrangement concernant l'organisation d'un Office international d'hygiène publique, signé à Rome le 9 décembre 1907, entre la Belgique, le Brésil, l'Espagne, les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Russie, la Suisse et l'Egypte, sortira son plein et entier effet.

Donné à Laeken, le 12 février 1908.

LEOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Etrangères,

J. DAVIGNON.

Le Ministre de l'Agriculture ad interim,

G. HELLEPUTTE.

ONTWERP VAN WET

tot goedkeuring van de Schikking, den 9ⁿ December 1907 tusschen België en verscheidene landen te Rome onderteevend, betreffende het stichten van een internationalen Dienst van openbare gezondheid.

Leopold II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil !

Op voorstel van Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Landbouw,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast, in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet voor te leggen, waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De schikking omtrent de inrichting van een internationalen Dienst van openbare gezondheid, op 9 December 1907 te Rome onderteevend, tusschen België, Brazilië, Spanje, de Vereenigde-Staten, Frankrijk, Groot-Britannië, Italië, Nederland, Portugal, Rusland, Zwitserland en Egypte, zal hare volle en algeheele kracht hebben.

Gegeven te Laeken, den 12ⁿ Februari 1908.

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

De waarnemende Minister van Landbouw,

SCHIKKING.

Daar de Regeeringen van België, Brazilië, Spanje, de Vereenigde-Staten, de Fransche Republiek, Groot-Britannië en Ierland, Italië, Nederland, Portugal, Rusland, Zwitserland en de Regeering van Zijne Hoogheid den Khedive van Egypte het nuttig geoordeeld hebben den Internationalen Dienst van Openbare Gezondheid, bedoeld in de Gezondheids-Overeenkomst van Parijs van 5 December 1903, in te richten, zoo hebben zij beslist daartoe eene schikking te treffen en zijn zij omtrent het volgende overeengekomen :

ART. I. — De Hooge verdragsluitende Partijen verbinden zich een Internationalen Dienst van Openbare Gezondheid te stichten en te onderhouden, waarvan de zetel te Parijs is.

ART. II. — De Dienst is werkzaam onder het gezag en het toezicht van een Comiteit, gevormd uit afgevaardigden der verdragsluitende Regeeringen. De samenstelling en de werkzaamheden van dat Comiteit, zoomede de inrichting en de bevoegdheid van gezegden Dienst, zijn bepaald door de standregelen die aan deze schikking zijn toegevoegd en die als eigenlijk deel er van worden beschouwd.

ART. III. — De kosten van instelling, alsmede de jaarlijksche uitgaven voor de werking van den Dienst en voor zijn onderhoud, worden gedekt door de bijdragen der Verdragstaten, waarvan de hoegrootheid is vastgesteld in de voorwaarden voorzien bij de in artikel II bedoelde standregelen.

ART. IV. — De bijdragen van elken der Verdragstaten worden door dezen in het begin van ieder jaar, door bemiddeling van het Minister van Buitenlandsche Zaken der Fransche Republiek, gestort in de *Caisse des dépôts et consignations*, te Parijs, waaruit zij naar gelang van de noodwendigheden zullen genomen worden, op mandaten van den Bestuurder van den Dienst.

ART. V. — De Hooge verdragsluitende Partijen behouden zich voor, aan deze Schikking in gemeen overleg de wijzigingen toe te brengen, waarvan het nut uit de opgedane ondervinding mocht blijken.

ART. VI. — De Regeeringen die deze Schikking niet onderteekend hebben, kunnen, op hare aanvraag, toetreden. Die toetreding zal langs den diplomatieken weg aan de Koninklijke Regeering van Italië, en door deze

aan de overige verdragsluitende Regeeringen worden medegedeeld; zij sluit in zich de verbintenis om met eene bijdrage in de kosten van den Dienst te deelen, in de voorwaarden bedoeld bij artikel III.

Arr. VII. — Deze Schikking zal bekrachtigd en de akten van bekrachtiging er van zullen te Rome nedergelegd worden, zoo spoedig doenlijk; zij zal ten uitvoer worden gelegd van den dag dat de nederlegging der akten van bekrachtiging zal voltrokken zijn.

Arr. VIII. — Deze Schikking is getroffen voor een termijn van zeven jaar. Na verloop van dien tijd, zal zij van kracht blijven voor nieuwe termijnen van zeven jaar, onder de Staten die, één jaar vóór het verstrijken van iederen termijn, het inzicht niet zullen te kennen gegeven hebben, er te hunnen aanzien de werking van te doen ophouden.

Ten blijke waarvan de ondergeteekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, deze Schikking hebben vastgesteld en van hun zegel voorzien.

Gedaan te Rome, den negenden December negentienhonderd en zeven, in een enkel exemplaar welk in het archief der Koninklijke Regeering van Italië zal blijven berusten en waarvan eensluidend gewaarmerkte afschriften langs den diplomatieken weg aan de verdragsluitende Partijen zullen overhandigd worden.

Voor België :

(L. S.) E. BECO.
(L. S.) O. VELGHE.

Voor Brazilië :

(L. S.) D^r EGYDIO DE SALLES GUERRA.
(L. S.) D^r HENRIQUE DE ROCHA LIMA.

Voor Spanje :

(L. S.) MANUEL DE TOLOSA LATOUR.
(L. S.) PABLO SOLER.

Voor de Vereenigde-Staten :

(L. S.) A. M. LAUGHLIN.
(L. S.) R. S. REYNOLDS HITT.

Voor Frankrijk :

(L. S.) CANILLE BARRÈRE.
(L. S.) J. DE CAZOTTE.
(L. S.) ER. RONSSIN.

Voor Groot-Britannië :

(L. S.) THÉODORE THOMSON.
(L. S.) B. FRANKLIN.

Voor Italië :

(L. S.) **ROCCO SANTOLIVIDO.**

(L. S.) **ADOLFO COTTA.**

Voor Nederland :

(L. S.) **H. DE WEEDE.**

Voor Portugal :

(L. S.) **M. DE CARVALHO E VASCONCELLOS.**

Voor Rusland :

(L. S.) **Baron KORFF.**

Voor Zwitserland :

(L. S.) **J.-B. PLODA.**

Voor Egypte :

(L. S.) **IBRAHIM NEGUÏB.**

(L. S.) **MARC ARMAND RUFFER.**

BIJLAGE

STANDREGELLEN VAN DEN INTERNATIONALEN DIENST
VAN OPENBARE GEZONDHEID.

ART. 1. — Er is te Parijs een Internationale Dienst van Openbare Gezondheid ingesteld, afhangende van de Staten die aannemen aan zijne werking deel te nemen.

ART. 2. — De Dienst mag zich op geenerlei wijze in het bestuur van de Staten inmengen.

Hij is onafhankelijk van de overheden van het land waarin zijn zetel is.

Hij voert rechtstreeks briefwisseling met de hoogere gezondheidsoverheden van de verschillende landen en met de Gezondheidsraden (1).

ART. 3. — De Regeering der Fransche Republiek zal, op aanvraag van het bij art. 6 bedoelde internationaal Comité, de noodige schikkingen nemen om den Dienst als inrichting van openbaar nut te doen erkennen.

ART. 4. — De Dienst heeft voor hoofddoel de inzameling en de mededeeling aan de Verdragstaten, van de feiten en bescheiden van algemeen aard welke de openbare gezondheid aanbelangen, en bijzonder wat betreft de besmettelijke ziekten, inzonderheid cholera, pest en gele koorts, alsmede de maatregelen, genomen om die ziekten te bestrijden.

ART. 5. — De Regeeringen geven aan den Dienst kennis van de maatregelen welke zij nemen om de toepassing der internationale gezondheidsovereenkomsten te verzekeren. De Dienst wijst op de wijzigingen welke met voordeel aan de bepalingen dier overeenkomsten zouden kunnen toegebracht worden.

ART. 6. — De Dienst staat onder het gezag en het toezicht van een internationaal Comité, samengesteld uit technische vertegenwoordigers die door de Verdragstaten worden aangewezen, tegen één vertegenwoordiger voor iederen Staat.

Aan iederen Staat wordt een getal stemmen toegekend, in omgekeerde verhouding tot het nummer der reeks waartoe hij behoort ten aanzien zijner deelneming in de uitgaven van den Dienst, (Zie artikel 11).

ART. 7. — Het Comité van den Dienst vergadert na gestelde tijden, ten minste eenmaal 's jaars; de duur van elken zitting is onbeperkt.

(1) Het zij wel verstaan dat onder de « Gezondheidsraden » begrepen zijn de raden van Alexandrië, Constantinopel, Tandjer en Teheran, en alle andere Raden die met de toepassing van internationale gezondheidsovereenkomsten mochten belast worden.

De leden van het Comité kiezen, bij geheime stemming, een Voorzitter wiens mandaat drie jaar lang duurt.

ART. 8. — De werking van den Dienst wordt verzekerd door een bezoldigd personeel, bestaande uit :

een Bestuurder ;

een Algemeenen Secretaris, en

de noodige bedienden voor den loop van den Dienst.

Het personeel van den Dienst zal geenerlei andere bezoldigde bediening mogen waarnemen.

De Bestuurder en de Algemeene Secretaris worden benoemd door het Comité.

De Bestuurder woont de zittingen van het Comité bij, met raadgevende stem.

Benoeming en afzetting van alle om het even welke beambten behoort tot de bevoegdheid van den Bestuurder, die daarvan aan het Comité rekening geeft.

ART. 9. — De inlichtingen, door den Dienst ingewonnen, worden den Verdragstaten ter kennis gebracht door middel van een *Bulletin* of van bijzondere mededeelingen die hun hetzij ambtshalve, hetzij op aanvraag worden toegezonden.

De Dienst zal bovendien, op gestelde tijden, de uitslagen zijner verrichtingen uiteenzetten in officieele verslagen, die aan de deelnemende Regeeringen worden medegedeeld.

ART. 10. — Het *Bulletin*, welk ten minste eenmaal per week verschijnt, bevat onder andere :

1^o De wetten en algemeene of plaatselijke reglementen, betrekkelijk de aanstekelijke ziekten in de verschillende landen uitgevaardigd ;

2^o De inlichtingen betreffende den loop der besmettelijke ziekten ;

3^o De inlichtingen omtrent de werken die werden uitgevoerd of de maatregelen die werden genomen voor de gezondmaking der plaatsen.

4^o De statistieken die de openbare gezondheid aanbelangen ;

5^o Bibliographische aanwijzingen.

De officieele taal van den Dienst en van het *Bulletin* is het Fransch. Het Comité zal mogen beslissen dat gedeelten van het *Bulletin* in andere talen zullen verschijnen.

ART. 11. — De noodige uitgaven voor de werking van den Dienst, geschat op 150,000 frank 's jaars, zullen gedekt worden door de Staten die de overeenkomst onderteekend hebben ; hunne bijdrage is vastgesteld naar onderstaande reeksen ;

Eerste reeks : Brazilië, Spanje, Vereenigde-Staten, Frankrijk, Groot-Britannië, Britsch-Indië, Italië, Rusland	tegen 25 eenheden ;
Tweede reeks :	— 20 —
Derde reeks : België, Egypte, Nederland	— 15 —
Vierde reeks : Zwitserland	— 10 —
Vijfde reeks :	— 5 —
Zesde reeks :	— 3 —

Zonder de toestemming der Verdragstaten, mag die som van 150,000 frank niet overtroffen worden.

Latere inschrijving in eene hoogere reeks staat elke Mogendheid vrij.

De Staten die later tot de overeenkomst toetreden, kiezen de reeks, waarin zij wenschen ingeschreven te worden.

Art. 12. — Op de jaarlijksche middelen wordt eene som uitgetrokken om een reserve-fonds te vormen. Dat fonds, welk in zijn geheel niet meer dan de jaarlijksche begrooting mag bedragen, zal belegd worden in Staatsfondsen van den eersten rang.

Art. 13. — De leden van het Comité ontvangen, op de gelden voor de werking van den Dienst, eene vergoeding voor reis- en verblijfskosten. Zij erlangen, bovendien, een zitpenning voor iedere zitting die zij bijwonen.

Art. 14. — Het Comité stelt de som vast, die jaarlijks op zijne begrooting wordt uitgetrokken om aan het personeel van den Dienst een pensioen te verzekeren.

Art. 15. — Het Comité maakt zijne jaarlijksche begrooting op en keurt het verslag der uitgaven goed. Het stelt het inrichtingsreglement voor het personeel vast, alsmede al de bepalingen, noodig tot de goede werking van den Dienst.

Dat reglement en die bepalingen worden door het Comité aan de Verdragstaten medegedeeld en mogen zonder dezer inwilliging niet gewijzigd worden.

Art. 16. — Een verslag over het geldelijk beheer van den Dienst wordt jaarlijks, na de sluiting van het dienstjaar, aan de Verdragstaten voorgelegd.

Voor België :

E. BECO.

O. VELGHE.

Voor Brazilië :

D^r EGYDIO DE SALLES GUERRA.

D^r HENRIQUE DE ROCHA LIMA.

Voor Spanje :

MANUEL DE TOLOSA LATOUR.

PABLO SOLER.

Voor de Vereenigde Staten :

A. M. LAUGHLIN.

R. S. REYNOLDS HITT.

Voor Frankrijk :

CAMILLE BARRÈRE.

J. DE CAZOTTE.

ER. RONSSIN.

Voor Groot-Britannië :

THÉODORE THOMSON.
B. FRANKLIN.

Voor Italië :

ROCCO SANTOLIVIDO.
ADOLFO COTTA.

Voor Nederland :

H. DE WEEDE.

Voor Portugal :

M. DE CARVALHO E VASCONCELLOS.

Voor Rusland :

Baron KORFF.

Voor Zwitserland :

J.-B. PIODA.

Voor Egypte :

IBRAHIM NEGUIB.
MARC ARMAND RUFFER.

Met het origineel eensluidend verklaard :

*De Algemeene Secretaris van het Ministerie van
Buitenlandsche Zaken van het Koninkrijk Italië,*

R. BOLLATI.
